

FEDERATION NATIONALE DES VICTIMES D'ATTENTATS ET D'ACCIDENTS COLLECTIFS

FENVAC

- STATUTS -

PREAMBULE	3
TITRE I - DES DISPOSITIONS GENERALES	5
Article 1 : Du nom de l'association	5
Article 2 : De la vocation de l'association	5
Article 3 : Des buts de l'association	5
Article 4 : Du caractère de l'association	6
Article 5 : De la durée de l'association	6
Article 6 : Du siège de l'association	6
Article 7 : Des moyens d'action de l'association	6
Article 8 : Des précisions terminologiques	7
Article 9 : De la communication de l'association	7
Article 10 : Du Règlement Intérieur de l'association	7
Article 11 : Du Règlement d'Etablissement de l'association	8
TITRE II - DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION	8
Article 12 : De la qualité de membre de l'association	8
Article 13 : Des obligations et droits des membres de l'association	8
Article 14 : De la perte de la qualité de membre de l'association	8
TITRE III - DE L'ASSEMBLEE GENERALE DE L'ASSOCIATION	9
Article 15 : De la composition de l'Assemblée Générale	9
Article 16 : Du droit de vote au sein de l'Assemblée Générale	9
Article 17 : Des réunions de l'Assemblée Générale	9
Article 18 : De la convocation de l'Assemblée Générale	9
Article 19 : De l'ordre du jour de l'Assemblée Générale	9
Article 20 : De la Présidence de l'Assemblée Générale	9
Article 21 : Des pouvoirs au sein de l'Assemblée Générale	9
Article 22 : Des votes lors de l'Assemblée Générale	9
Article 23 : Des observateurs lors des séances des Assemblées Générales	10
Article 24 : Du procès-verbal de l'Assemblée Générale	10
TITRE IV - DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ASSOCIATION	10
Article 25 : Des missions du Conseil d'Administration	10
Article 26 : Du nombre de membres du Conseil d'Administration	10
Article 27 : De l'éligibilité des administrateurs	10
Article 28 : De la durée du mandat d'administrateur	10
Article 29 : Des réunions du Conseil d'Administration	10
Article 30 : Des convocations et de l'ordre du jour du Conseil d'Administration	10
Article 31 : De la présidence des séances du Conseil d'Administration	11
Article 32 : Des pouvoirs lors des séances du Conseil d'Administration	11
Article 33 : Du quorum lors des séances du Conseil d'Administration	11
Article 34 : Des votes au sein du Conseil d'Administration	11
Article 35 : Des observateurs lors des séances du Conseil d'Administration	11
Article 36 : Des procès-verbaux des séances du Conseil d'Administration	11
Article 37 : De la vacance d'un administrateur	11
Article 38 : De la rémunération des administrateurs	11
Article 39 : De l'indemnisation des administrateurs	11
TITRE V - DU BUREAU DE L'ASSOCIATION	12

PROJET DE STATUTS 2024

Article 40 : Des missions du Bureau	12
Article 41 : Du nombre de membres du Bureau.....	12
Article 42 : De l'éligibilité des membres du Bureau.....	12
Article 43 : Des fonctions des membres du Bureau.....	12
Article 44 : De la durée du mandat de membre du Bureau	12
Article 45 : Des réunions du Bureau	12
Article 46 : Des convocations et de l'ordre du jour du Bureau	12
Article 47 : De la présidence des séances du Bureau	12
Article 48 : Des pouvoirs lors des séances du Bureau	13
Article 49 : Du quorum lors des séances du Bureau.....	13
Article 50 : Des votes au sein du Bureau	13
Article 51 : Des observateurs lors des séances du Bureau	13
Article 52 : Des relevés de décisions des séances du Bureau	13
Article 53 : De la vacance d'un membre du Bureau.....	13
Article 54 : De la rémunération des membres du Bureau	13
Article 55 : De l'indemnisation des membres du Bureau	13
TITRE VI - DU PRESIDENT DE L'ASSOCIATION.....	13
Article 56 : Des missions du Président de la FENVAC	13
Article 57 : De la durée du mandat de Président	14
Article 58 : Des délégations données par le Président	14
Article 59 : Du remplacement du Président	14
TITRE VII - DU CONSEIL SCIENTIFIQUE DE L'ASSOCIATION	14
Article 60 : De la composition du Conseil Scientifique.....	14
TITRE VIII - DES RELATIONS ENTRE LA FEDERATION ET SES ASSOCIATIONS MEMBRES.....	14
Article 61 : Des principes relationnels.....	14
Article 62 : De la concertation entre la FENVAC et ses associations membres.....	14
Article 63 : Des demandes de soutien d'adhérents des associations membres.....	15
Article 64 : De l'information entre l'association et ses associations membres.....	15
Article 65 : De la coopération en matière judiciaire.....	15
Article 66 : De la lisibilité de l'association dans les actions de ses associations membres	15
Article 67 : De l'aide à la création des associations.....	15
TITRE IX - DE L'ORGANISATION TERRITORIALE DE L'ASSOCIATION	15
Article 68 : Des Délégués Territoriaux	15
Article 69 : Des missions des Délégués Territoriaux	15
TITRE X - DES RESSOURCES DE L'ASSOCIATION	16
Article 70 : Des recettes ordinaires de l'association	16
Article 71 : Des recettes exceptionnelles de l'association	16
Article 72 : De la comptabilité de l'association.....	16
TITRE XI - DE LA MODIFICATION DES PRESENTS STATUTS	16
Article 73 : De la modification des statuts et de l'Assemblée Générale Extraordinaire	16
Article 74 : De la convocation de l'Assemblée Générale Extraordinaire.....	16
Article 75 : De l'ordre du jour de l'Assemblée Générale Extraordinaire.....	17
Article 76 : Du quorum de l'Assemblée Générale Extraordinaire	17
Article 77 : Des votes lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire	17
TITRE XII - DE LA DISSOLUTION DE L'ASSOCIATION.....	17
Article 78 : De la dissolution de l'association	17
TITRE XIII – DES DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET D'APPLICATION.....	17
Article 79 : De l'application des présents statuts	17

PREAMBULE

Le 30 avril 1994, à Viry-Châtillon (Essonne) l'association dite : « *Fédération Nationale des Victimes d'Accidents Collectifs - SOS Catastrophes* » a été créée et renommée « *Fédération nationale des victimes d'attentats et d'accidents collectifs – SOS Catastrophes & Terrorisme* », ou FENVAC, le 2 septembre 2011. Depuis sa création, la FENVAC est intervenue sur plus de 150 événements en France et à l'étranger ; à chaque fois, elle s'est mobilisée pour offrir un soutien moral sur la base d'une écoute attentive, d'une approche personnalisée des droits et des problématiques et un accompagnement dans les démarches pour obtenir, notamment, une indemnisation rapide et équitable et accéder à la vérité et à la justice

La FENVAC rassemble des associations de victimes et de proches de victimes d'accidents collectifs, et d'actes de terrorisme ainsi que des victimes et proches de victimes concernées par les mêmes types de drames à titre individuel.

La FENVAC veut aussi participer aux réflexions institutionnelles avec les acteurs locaux, nationaux et internationaux, sur toutes les questions relatives à la prise en charge et à la reconnaissance des victimes ; elle est force de proposition sur de multiples aspects.

A la demande des pouvoirs publics et sur son champ d'intervention, la FENVAC contribue aux dispositifs de prise en charge des victimes et de leurs familles, dans le cadre de conventions signées avec le ministère de la Justice et le ministère des Affaires Etrangères.

La FENVAC est habilitée à se constituer partie civile dans toute procédure ad hoc, au titre des articles 2-15 et 2-9 du Code de procédure pénale. Elle analyse ainsi les dossiers d'instruction avec ses avocats afin de formaliser des demandes d'actes. Elle prépare et assiste aux procès organisés en vue de la manifestation de la vérité, de la justice et de la réparation des préjudices subis.

Composée exclusivement de victimes et de proches de victimes de terrorisme ou d'accidents collectifs, la FENVAC a pour vocation de mettre à leur disposition une expérience, un soutien moral et un accompagnement dans l'ensemble de leurs démarches (administratives, judiciaires, sociales, médicales, psychologiques etc.). Pour ce faire, elle s'appuie sur une équipe pluridisciplinaire d'intervenants professionnels (accueillants, juristes, psychologues). La FENVAC oriente les victimes ou leurs associations vers un vaste réseau de praticiens et de professionnels spécialisés dans la prise en charge des victimes de drames collectifs.

La FENVAC est membre de la Cellule interministérielle d'aide aux victimes (CIAV) et est également présente au sein du Centre d'Accueil des Familles (CAF), instance chargée de guider et d'orienter les victimes et leurs familles dans les premières heures qui suivent un attentat ou d'un accident collectif d'ampleur. Elle est également membre du « *Comité interministériel de suivi des victimes de terrorisme* », dont la mission est d'assurer la qualité de l'accompagnement des victimes. Elle aide par ailleurs ces dernières à obtenir des droits sociaux (statut de Pupille de la Nation, de victime civile de guerre, indemnisations, aides sociales, etc.) et les oriente vers une prise en charge psychologique adaptée à leur traumatisme.

Défendant un droit fondamental à la sécurité collective, la FENVAC agit en faveur de mesures de prévention des risques et de sûreté. Elle s'attache notamment à faire évoluer les pratiques et adapter le cadre législatif et réglementaire pour répondre aux difficultés concrètes des victimes et limiter la négligence, l'imprudence, et le non-respect des règlements qui entraînent les catastrophes. La FENVAC a établi des partenariats avec des acteurs comme la SNCF, la RATP, ENGIE et EDF afin de construire avec eux un dialogue et travailler à l'amélioration des dispositifs de prise en charge des victimes en cas de catastrophes.

La FENVAC intervient aussi régulièrement auprès des professionnels de terrain dans le cadre de formations (Ecole Nationale de la Magistrature, Gendarmerie Nationale, Cellule d'Urgence Médico-psychologique, Universités, etc.) et de colloques, et est régulièrement sollicitée dans le cadre des travaux du Parlement ou des pouvoirs publics.

La FENVAC s'attache à ce que les drames vécus ne tombent pas dans l'oubli, et, à ce titre, accompagne les victimes et leurs proches dans les processus commémoratifs. Jusqu'en 2019, elle a coorganisé la cérémonie d'hommage aux victimes du terrorisme du 19 septembre. Depuis, elle est associée à la Journée nationale d'hommage aux victimes du terrorisme, le 11 mars. La FENVAC participe au Comité municipal de Nice pour la mémoire des victimes des attentats du 14 juillet 2016. Elle assiste régulièrement aux cérémonies d'hommage aux victimes d'attentats et d'accidents collectifs, en France et à l'étranger. Elle participe à la préfiguration du musée mémorial des sociétés face au terrorisme.

PROJET DE STATUTS 2024

La FENVAC rassemble les associations de victimes d'accidents collectifs de façon à soutenir leurs actions et, notamment, les aider lors du processus de création. Ainsi, elle développe notamment un accompagnement spécifique des responsables associatifs, particulièrement les présidents, tout au long des premières phases de mise en œuvre de leurs activités et actions.

La FENVAC dispose d'un réseau de Délégués Territoriaux répartis dans toute la France. Représentée par ses Délégués bénévoles, la FENVAC participe aux Comités locaux d'aide aux victimes conformément au Décret n°2017-618 du 25 avril 2017, instances chargées de la structuration, la coordination, la mise en œuvre et l'amélioration des dispositifs de suivi des victimes.

La FENVAC a intégré le réseau européen des associations de victimes de terrorisme, « *European Network of Victims of the Terrorism* » dont l'objectif est de favoriser la coopération internationale entre les associations de victimes de terrorisme et d'améliorer la représentation des intérêts des victimes dans l'Union européenne. La FENVAC plaide ainsi pour l'instauration de standards internationaux dans la prise en charge des victimes et pour l'harmonisation de leurs droits. Elle a ainsi été sollicitée par les instances de l'Union européenne, du Conseil de l'Europe, de l'ONU et du gouvernement français dans le cadre de travaux et de réflexions relatives aux victimes d'actes terroristes. Elle est membre fondateur du réseau européen de victimes « *SOS Catastrophes* ».

La FENVAC est membre : du Conseil national de l'aide aux victimes placé auprès du ministère de la Justice ; du Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques placé auprès du ministre du développement durable ; du Conseil d'administration de l'Office national des anciens combattants et victimes civiles de guerre ; du Haut Comité français pour la défense civile ; de l'Institut pour une culture de la sécurité civile ; du Conseil de juridiction du Tribunal Judiciaire de Paris.

En partageant des valeurs et des combats identiques au sein d'une même structure, les adhérents de la FENVAC peuvent défendre une unité et une union face aux menaces pesant sur les victimes ; ils ont pris des engagements forts et résolus dans le cadre de leur « *Charte d'engagement et de valeurs* » signée par chaque association.

La FENVAC, c'est le soutien et la défense de victimes par des victimes depuis près de trente ans...

TITRE I - DES DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 : Du nom de l'association

La présente association prend le nom de « Fédération Nationale des Victimes d'Attentats et d'Accidents Collectifs – SOS Catastrophes & Terrorisme » ou « FENVAC ».

Article 2 : De la vocation de l'association

La FENVAC regroupe des associations régies par la loi de 1901 et des associations ressortant du droit civil local pour les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, qui rassemblent les victimes blessées et les familles de victimes au cours d'un accident collectif, d'une catastrophe de quelque nature qu'elle soit, ou d'un attentat.

LA FENVAC fait sienne la définition d'une « victime » donnée dans la Déclaration des principes fondamentaux de justice relatifs aux victimes de la criminalité et aux victimes d'abus de pouvoir adoptée par l'Assemblée générale de l'ONU, dans sa résolution 40/34 du 29 novembre 1985 :

« On entend par « victimes » des personnes qui, individuellement ou collectivement, ont subi un préjudice, notamment une atteinte à leur intégrité physique ou mentale, une souffrance morale, une perte matérielle, ou une atteinte grave à leurs droits fondamentaux, en raison d'actes ou d'omissions qui enfreignent les lois pénales en vigueur dans un Etat Membre, y compris celles qui proscrivent les abus criminels de pouvoir.

Une personne peut être considérée comme une « victime », que l'auteur soit ou non identifié, arrêté, poursuivi ou déclaré coupable, et quels que soient ses liens de parenté avec la victime. Le terme « victime » inclut aussi, le cas échéant, la famille proche ou les personnes à la charge de la victime directe et les personnes qui ont subi un préjudice en intervenant pour venir en aide aux victimes en détresse ou pour empêcher la victimisation.

Les dispositions de la présente section s'appliquent à tous, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, d'âge, de langue, de religion, de nationalité, d'opinion politique ou autre, de croyances ou pratiques culturelles, de fortune, de naissance ou de situation de famille, d'origine ethnique ou sociale et de capacité physique. »

La FENVAC rassemble également des victimes d'un accident collectif, d'une catastrophe de quelque nature qu'elle soit, ou d'un attentat.

Article 3 : Des buts de l'association

La FENVAC se veut porteuse d'un intérêt général à la sécurité collective qu'elle entend, par ses actions, défendre et promouvoir. En cas d'accident, d'acte terroriste, elle intervient pour accompagner les victimes et leur porter aide et assistance.

La FENVAC poursuit les buts suivants : entraide, solidarité, vérité, justice, prévention et mémoire.

En fonction de ses buts, la FENVAC pourra, selon les cas, aider ses adhérents à notamment entreprendre les actions décrites ci-après, ou les entreprendre elle-même.

- **En-matière d'entraide** : Apporter aux victimes un soutien moral, notamment en organisant des rencontres et l'entraide entre les adhérents ; l'originalité et la spécificité de la FENVAC tenant à ce qu'elle rassemble des personnes ayant vécu des drames analogues. Les aider, si elles le souhaitent, à se réunir en association. Accompagner les victimes et leurs associations dans la durée et dans l'ensemble de leurs démarches. Assurer l'expression et la représentation de l'ensemble des victimes.
- **En matière de solidarité** : Obtenir des organismes concernés toute aide d'urgence pour les victimes. Faciliter les relations entre les victimes et les acteurs, publics et privés, intervenant dans la suite d'un accident, d'un acte terroriste. Contribuer à l'adoption, par les autorités et les acteurs privés, de dispositifs pérennes de prise en charge et d'accompagnement des victimes. Participer à toute réflexion, à l'échelle nationale, européenne et internationale, sur l'ensemble des domaines intéressant les victimes afin d'améliorer leur situation.
- **En matière de vérité** : Obtenir tout renseignement sur les circonstances et les causes de l'accident, de l'acte terroriste. Mettre à disposition des victimes l'expertise et l'expérience acquises par la FENVAC. Développer et diffuser sa propre analyse de l'accident, de l'acte terroriste.
- **En matière de justice** : Assurer l'information des victimes et de leurs conseils au regard de l'expérience acquise par la FENVAC concernant les procédures pénales et civiles. Initier ou participer à toute action

PROJET DE STATUTS 2024

judiciaire destinée à faire la lumière et à découvrir la vérité sur les causes et les responsabilités de tout accident, acte terroriste, notamment en se constituant partie civile dans le cadre des articles 2-9 et 2-15, alinéa 3, du Code de Procédure Pénale, dans la mesure où tout accident, tout acte terroriste, ou toute infraction potentiellement créatrice d'accident porte atteinte au présent objet de l'association. Permettre à ses associations membres de se constituer partie civile en les aidant à obtenir leur agrément des Ministères compétents. Contribuer à une réparation rapide, transparente et équitable des préjudices subis par les victimes notamment par l'incitation à la mise en œuvre de convention d'indemnisation et l'instauration d'instance de suivi. Obtenir réparation du préjudice subi par la FENVAC et aider l'association à obtenir réparation du sien. Aider les victimes dans leur recherche de conseil grâce à la liste d'avocats spécialisés et ou expérimentés référencés par la FENVAC et ses associations membres ainsi que la « Charte Avocats-Victimes ».

- En matière de prévention : Inciter, par tous moyens, les pouvoirs publics, garants de la sécurité collective, à prendre toutes les mesures nécessaires pour qu'un accident, un acte terroriste ne se reproduise pas. Proposer ou favoriser toute action, contact, partenariat avec les organismes concernés par la sécurité (concepteurs, constructeurs, opérateurs, pouvoirs publics, etc.). Obtenir la création de toute instance de consultation ou de réflexion en matière de sécurité des personnes et y participer.
- En matière de mémoire : Veiller par tout moyen à ce que les accidents, les actes terroristes ne soient pas oubliés. Aider les familles qui souhaitent obtenir un lieu souvenir et faciliter l'organisation de commémorations.

Article 4 : Du caractère de l'association

La FENVAC n'a aucun caractère confessionnel, ni politique.

Article 5 : De la durée de l'association

La durée de la FENVAC est illimitée.

Article 6 : Du siège de l'association

Le siège de la FENVAC est fixé dans la Région Ile de France.

Il pourra être transféré par simple décision du Conseil d'Administration. La ratification par l'Assemblée Générale sera nécessaire lors de sa plus prochaine réunion après un éventuel changement de lieu.

Article 7 : Des moyens d'action de l'association

Les moyens d'action de la FENVAC sont notamment :

- la reconnaissance générale de sa qualité de représentant qualifié des victimes d'accidents collectifs et d'attentats;
- le suivi quotidien des victimes et familles de victimes de drames collectifs (réponses aux sollicitations, campagnes d'appels, prise de contact après un drame, etc.) ;
- les échanges réguliers avec les représentants des associations membres en application de la Charte FENVAC – Associations membres ;
- le suivi régulier de l'activité et des souhaits des délégués territoriaux ;
- le droit de se faire communiquer dès qu'ils sont connus les noms, prénoms, et adresses des victimes d'accidents collectifs ou d'attentats pour proposer un accompagnement ;
- la constitution d'une « mémoire » des catastrophes, ensemble de renseignements que les adhérents s'engagent à communiquer à la FENVAC, comprenant le dossier technique, le traitement judiciaire, pénal et civil, et tous autres éléments essentiels au regroupement de toutes les informations utiles à l'aide aux victimes ;
- l'habilitation à se constituer partie civile après chaque accident collectif de quelque nature qu'il soit, chaque acte de terrorisme et chaque;
- l'intervention auprès de toute juridiction ;
- la désignation d'experts habilités par la FENVAC pour participer, en qualité d'observateurs, à toutes enquêtes après accident collectif, attentat;
- l'intervention auprès des pouvoirs publics et de tous organismes concernés, nationaux, européens ou internationaux pour défendre la cause des victimes;

PROJET DE STATUTS 2024

- le recours à des avocats spécialisés et /ou expérimentés en réparation du dommage corporel et/ou en droit pénal pour représenter l'association et étudier le fond des dossiers judiciaires ;
- la promotion de relations transparentes entre la FENVAC et ses avocats par l'élaboration d'une charte d'engagements des avocats représentants la FENVAC, dite « Charte Avocats-FENVAC » transposée dans les conventions d'honoraires ;
- la promotion de relations sereines entre les victimes et leurs avocats par l'élaboration d'une charte d'engagement des avocats référencés par la FENVAC à l'égard des victimes, dite « Charte Avocats-Victimes » ;
- la création d'instances de dialogue, de réflexion et de propositions en matière de sécurité collective, de droit en matière d'accidents collectifs ou d'attentats, de solidarité à l'égard des victimes, d'indemnisation, etc. ;
- la création d'instances de consultation avec les entreprises pouvant présenter un risque collectif en matière de sécurité (particulièrement en matière de transport ou de service en réseaux) ;
- l'organisation de manifestations, de colloques, et/ou d'actions pouvant servir les buts de la FENVAC ;
- le recours à tout moyen d'information écrit, oral, numérique ou audiovisuel ;
- La tenue de réunions, publiques ou privées, de conférences de presse, etc. ;
- L'organisation de réunions d'information à destination des victimes sur des sujets leur permettant d'échanger, de tisser des liens
- La création d'un réseau de praticiens spécialisé dans le psycho traumatisme.

et, d'une manière générale, le recours à tout moyen légal utile à la poursuite des buts de la FENVAC.

Article 8 : Des précisions terminologiques

Le terme de « *catastrophe* », utilisé dans les présents statuts, signifie chaque fois : « accident collectif, catastrophe de quelque nature qu'elle soit, acte terroriste ou attentat ».

Le terme de « *victime* », utilisé dans les présents statuts, signifie chaque fois : « victime d'un accident collectif, d'une catastrophe de quelque nature qu'elle soit, d'un acte terroriste ou d'un attentat » au sens de la définition générale précisée à l'article 2 des présents statuts. Ce terme s'applique aux victimes civiles, qu'elles aient été touchées dans la sphère privée ou professionnelle, ainsi qu'aux primo-intervenants (secours, police nationale, gendarmerie nationale, services d'urgence, militaires, etc.). Il s'applique également aux proches de ces victimes directes : parents, enfants et conjoints.

La mention de « *par écrit* » figurant dans les présents statuts s'entend comme l'adresse d'un document par voie postale ou par voie numérique ; courriel et courrier s'entendant comme des actions de même valeur.

Dans les présents statuts, les fonctions sont non genrées. Ainsi, par exemple, l'usage du mot « *Président* » vaut pour un Président ou une Présidente comme l'usage du mot « *vice-Président* » vaut pour un vice-Président ou une vice-Présidente.

Les termes « association » ou « fédération » sont utilisés indifféremment, sauf précision contraire, dans les présents statuts, comme dans la vie quotidienne de l'association, pour désigner la FENVAC.

Article 9 : De la communication de l'association

Sur les supports de communication, pourront être utilisées les mentions « FENVAC – SOS Catastrophes & Terrorisme » ou « SOS Catastrophes et Terrorisme » ou « FENVAC ».

Le plus généralement, la mention « FENVAC » sera seule utilisée.

La mention complète du nom statutaire, tel que défini à l'article 1 des présents statuts, devra figurer sur ces supports, tant que faire se peut.

Article 10 : Du Règlement Intérieur de l'association

Il pourra être établi un Règlement Intérieur de l'association. Ce règlement détermine les règles détaillées de fonctionnement de l'association et de ses instances et complète ou précise les présentes dispositions.

Préparé par le Bureau, sur proposition du Président, il est soumis au vote du Conseil d'Administration et constitue un document complémentaire aux présents statuts.

Le Règlement Intérieur est transmis pour information aux membres de l'Assemblée Générale à l'occasion de sa plus prochaine réunion suivant une modification.

Article 11 : Du Règlement d'Etablissement de l'association

Il sera établi un Règlement d'Etablissement de l'association. Ce règlement détermine les règles applicables au personnel permanent de la FENVAC.

Préparé par le Bureau, sur proposition du Président, il est soumis au vote du Conseil d'Administration et est présenté devant l'Assemblée Générale.

TITRE II - DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

Article 12 : De la qualité de membre de l'association

La FENVAC se compose :

- de membres actifs :
 - à titre collectif, des associations de victimes (celles-ci sont représentées dans les instances de la FENVAC par leur Président/e ou toute personne désignée par lui/elle) ;
 - à titre individuel, des victimes d'accidents membres ou non d'une association de victimes ;
- de membres sympathisants, à titre individuel ;
- de membres donateurs, à titre individuel et/ou collectif, qui peuvent être des personnes physiques ou morales.
- de membres partenaires

Article 13 : Des obligations et droits des membres de l'association

L'adhésion de chaque membre doit être agréée par le Conseil d'Administration de la FENVAC.

Chaque membre actif est soumis à l'obligation d'une cotisation annuelle. Il a le droit de vote dans les instances de l'association à raison d'une voix délibérative pour une adhésion. Chaque membre actif peut être membre de toutes les instances de l'association avec voix délibérative. Les adhérents à titre collectif comptent pour une unité parmi les membres de l'association.

Les membres sympathisants sont des personnes qualifiées qui souhaitent aider la FENVAC à atteindre ses buts ou qui, es qualité, sont ainsi désignées par le Conseil d'Administration. Ils ne sont pas soumis à cotisation et peuvent participer aux Assemblées Générales de la FENVAC. Ils n'ont pas de droit de vote.

Les membres donateurs sont des personnes physiques ou morales qui participent financièrement à la vie de la FENVAC de façon significative. Leur don est accepté par le Conseil d'Administration et ne peut faire l'objet d'aucune contrepartie. Ils ne sont pas soumis à cotisation et peuvent participer aux Assemblées Générales de la FENVAC. Ils n'ont pas de droit de vote.

Les membres partenaires sont des personnes morales qui, après avis du Conseil d'Administration, cotisent à la FENVAC pour marquer leur soutien. Ils peuvent participer aux Assemblées Générales de la FENVAC. Ils n'ont pas de droit de vote.

Les salariés n'ont pas le droit de vote dans les instances de la FENVAC.

Article 14 : De la perte de la qualité de membre de l'association

La qualité de membre de la FENVAC se perd :

- pour une association :
 - par la démission décidée par celle-ci conformément à ses statuts et formulée par une délibération formellement adressée au Président de la FENVAC ;
 - par la radiation pour motif grave ou refus de contribuer au fonctionnement ou non-paiement de la cotisation ;
 - par sa dissolution ;
- pour un membre à titre individuel :
 - par sa démission formulée par un courrier recommandé formellement adressé au Président de la FENVAC ;
 - par la radiation pour motif grave ou non-paiement de la cotisation ;
 - à la suite de son décès.

PROJET DE STATUTS 2024

La démission des membres de la FENVAC est de droit, sous réserve que l'adhérent concerné a acquitté sa cotisation pour l'année en cours ; elle ne fait l'objet d'aucune décision formelle de la part du Conseil d'Administration de la FENVAC qui en est informé lors de sa plus prochaine séance.

Dans le cas d'un projet ou d'une possibilité de radiation, le Président de la FENVAC échange avec le membre concerné et engage toutes les initiatives possibles de conciliation préalable.

La radiation est prononcée par le Conseil d'Administration après avoir pris connaissance du motif invoqué, présenté par le Président de la FENVAC. Le membre concerné peut être entendu par le Conseil d'Administration.

TITRE III - DE L'ASSEMBLEE GENERALE DE L'ASSOCIATION

Article 15 : De la composition de l'Assemblée Générale

L'Assemblée Générale de la FENVAC comprend tous les membres de l'association au sens des définitions précisées par les présents statuts.

Article 16 : Du droit de vote au sein de l'Assemblée Générale

Seuls les membres actifs, à jour de leur cotisation à l'ouverture de l'Assemblée Générale, ont le droit de vote.

Chaque association dispose d'une voix.

Chaque membre à titre individuel dispose d'une voix.

Si un membre individuel est adhérent d'une association membre, seule l'association aura droit de vote.

Article 17 : Des réunions de l'Assemblée Générale

L'Assemblée Générale se réunit au moins une (1) fois par an.

L'Assemblée Générale peut également être réunie à la demande du Président de la FENVAC ou du quart de ses membres.

Article 18 : De la convocation de l'Assemblée Générale

L'Assemblée Générale est convoquée, par écrit, par le Président de la FENVAC, au moins quinze (15) jours francs avant la date fixée.

L'ordre du jour de l'Assemblée Générale est indiqué sur lesdites convocations.

La date est arrêtée par décision du Conseil d'Administration.

Article 19 : De l'ordre du jour de l'Assemblée Générale

L'ordre du jour de l'Assemblée Générale est fixé par le Conseil d'Administration, sur proposition du Président de la FENVAC.

Article 20 : De la Présidence de l'Assemblée Générale

L'Assemblée Générale est présidée par le Président de la FENVAC qui assure la police de la réunion

Le Président est assisté, en tant que de besoin, par les membres du Bureau.

En cas d'absence du Président, l'Assemblée Générale est présidée par un vice-Président ou, à défaut, par un membre du Bureau de l'association.

Article 21 : Des pouvoirs au sein de l'Assemblée Générale

Les membres actifs de l'association qui ne peuvent assister à l'Assemblée Générale ont la possibilité de donner pouvoir à un autre membre de l'association pour voter en leurs lieu et place. Ce pouvoir doit être transmis par écrit avant l'ouverture de l'Assemblée Générale concernée.

Chaque adhérent présent ne peut détenir plus de trois (3) pouvoirs.

Article 22 : Des votes lors de l'Assemblée Générale

Sauf demande contraire du Président de la FENVAC ou d'un tiers des membres de l'Assemblée Générale présents ou représentés qui réclameraient un vote à bulletins secrets, les votes sont organisés à main levée.

Les votes portant sur les personnes sont organisés à bulletins secrets.

PROJET DE STATUTS 2024

Les délibérations sont acquises à la majorité des membres présents ou représentés ;

Article 23 : Des observateurs lors des séances des Assemblées Générales

Le bureau de la FENVAC peut décider d'inviter, à titre d'observateur, toute personne qualifiée relativement à l'ordre du jour des séances. Ces observateurs n'ont pas de droit de vote et n'assistent pas à l'intégralité de la séance.

Les personnels permanents de la FENVAC peuvent être conviés à assister, en tant que de besoin, à tout ou partie des séances d'une Assemblée Générale. Ils n'ont pas de droit de vote. Ils ne s'expriment qu'après sollicitation.

Article 24 : Du procès-verbal de l'Assemblée Générale

Il est tenu un procès-verbal de l'Assemblée Générale ; celui-ci est rédigé par un Secrétaire de séance désigné en début de séance assisté, éventuellement, d'un membre actif ou d'un salarié.

Le procès-verbal est signé par le Secrétaire de séance, et le Président de la FENVAC.

Le procès-verbal est établi sans blancs ni ratures et conservé au siège de la FENVAC.

TITRE IV - DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ASSOCIATION

Article 25 : Des missions du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration :

- assure l'exécution des décisions de l'Assemblée Générale ;
- se prononce sur le projet de budget de l'association ;
- se prononce sur le montant des cotisations ;
- surveille et contrôle la gestion du Bureau de l'association ;
- valide toute acquisition, aliénation ou location immobilière au bénéfice de la FENVAC ;
- est informé de tous les contrats à intervenir, le cas échéant, entre la FENVAC et les collectivités ou organismes publics qui lui apportent une aide financière ;
- est informé de toute délégation accordée par le Président ;
- débat et arrête les orientations politiques et stratégiques de la FENVAC ;
- est informé de toutes les décisions importantes relatives aux ressources humaines de la FENVAC ;
- établit l'ordre du jour de l'Assemblée Générale.

Article 26 : Du nombre de membres du Conseil d'Administration

La FENVAC est administrée par un Conseil d'Administration composé de vingt-quatre (24) membres, au maximum, désignés, à bulletin secret, par l'Assemblée Générale parmi ses membres actifs

Article 27 : De l'éligibilité des administrateurs

Pour être administrateur de la FENVAC il faut être membre actif de la FENVAC depuis au moins une année.

Les administrateurs sortants sont rééligibles.

Article 28 : De la durée du mandat d'administrateur

La durée du mandat d'administrateur de la FENVAC est de trois (3) ans.

Article 29 : Des réunions du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration se réunit au moins trois (3) fois par an.

Le Président de la FENVAC peut réunir le Conseil d'Administration à chaque fois qu'il le juge utile ou sur la demande écrite d'au moins un quart des administrateurs.

Article 30 : Des convocations et de l'ordre du jour du Conseil d'Administration

Le Président de la FENVAC convoque le Conseil d'Administration par écrit au moins cinq (5) jours francs avant la séance.

La convocation est accompagnée d'un ordre du jour détaillé, établi par le Président et éventuellement d'une note écrite présentant chaque point inscrit à l'ordre du jour du Conseil d'Administration.

PROJET DE STATUTS 2024

Article 31 : De la présidence des séances du Conseil d'Administration

Les réunions du Conseil d'Administration sont présidées par le Président de la FENVAC.

En cas d'absence du Président, le Conseil d'Administration est présidé par un vice-Président ou, à défaut, par un membre du Bureau de l'association.

Article 32 : Des pouvoirs lors des séances du Conseil d'Administration

Un administrateur ne pouvant assister à une réunion du Conseil d'Administration peut se faire représenter par un administrateur de son choix. Il en informe le Président de la FENVAC et lui transmet, au plus tard à l'ouverture de la séance du Conseil d'Administration concerné, un document écrit revêtu de sa signature et portant la mention de la désignation de son mandataire.

Un administrateur se trouvant dans la situation décrite à l'alinéa précédent, a la possibilité de transmettre au Président de la FENVAC un document écrit revêtu de sa signature et ne désignant pas de mandataire. Dans ce cas, c'est le Président qui désignera le mandataire à l'ouverture de la séance du Conseil d'Administration concerné, en fonction des administrateurs présents.

Chaque administrateur ne peut détenir plus de trois (3) pouvoirs.

Article 33 : Du quorum lors des séances du Conseil d'Administration

Le Conseil ne peut délibérer que si au moins un tiers de ses membres sont présents ou représentés.

Article 34 : Des votes au sein du Conseil d'Administration

Lors des séances du Conseil d'Administration, les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. En cas de partage des voix, celle du Président de la FENVAC est prépondérante.

Un vote à bulletins secrets est organisé si un administrateur au moins en fait la demande.

Article 35 : Des observateurs lors des séances du Conseil d'Administration

Le bureau de la FENVAC peut décider d'inviter, à titre d'observateur, toute personne qualifiée relativement à l'ordre du jour des séances. Ces observateurs n'ont pas de droit de vote et n'assistent pas à l'intégralité de la séance.

Les personnels permanents de la FENVAC peuvent être conviés à assister, en tant que de besoin, à tout ou partie des séances du Conseil d'Administration. Ils n'ont pas de droit de vote. Ils ne s'expriment qu'après sollicitation.

Article 36 : Des procès-verbaux des séances du Conseil d'Administration

Il est tenu un procès-verbal des séances du Conseil d'Administration.

Les procès-verbaux sont établis sous la responsabilité du Secrétaire de la FENVAC qui les signe ; ils sont contresignés par le Président de la FENVAC. Ils sont conservés au siège de la FENVAC.

Article 37 : De la vacance d'un administrateur

La vacance d'un administrateur est constatée par le Président de la FENVAC qui en informe le Conseil d'Administration, notamment après trois (3) absences des séances du Conseil d'Administration n'ayant fait l'objet d'aucun pouvoir délivré ou d'aucune excuse préalable présentée.

En cas de vacance d'un de ses membres, le Conseil d'Administration pourvoit au remplacement du membre concerné, sur proposition du Président de la FENVAC. Les pouvoirs d'un membre ainsi désigné prennent fin à l'époque où devait normalement expirer le mandat du membre remplacé.

Article 38 : De la rémunération des administrateurs

Les membres du Conseil d'Administration ne peuvent recevoir aucune rémunération à raison des fonctions qui leur sont confiées.

Article 39 : De l'indemnisation des administrateurs

Les administrateurs peuvent être indemnisés de leurs frais de transports, voire d'hébergement, leur paiement est conditionné à la production de justificatifs écrits dûment vérifiés dans le respect des règles définies.

TITRE V - DU BUREAU DE L'ASSOCIATION

Article 40 : Des missions du Bureau

Le Bureau assure la gestion courante de la FENVAC, sous le contrôle du Conseil d'Administration dont il prépare les réunions.

A ce titre le Bureau est chargé des missions suivantes :

- assister le Président dans ses fonctions ;
- assurer l'exécution des décisions du Conseil d'Administration ;
- préparer les réunions du Conseil d'Administration ;
- garantir la bonne marche de l'association ;
- permettre une délibération collective préalable aux décisions de gestion de l'association.

Article 41 : Du nombre de membres du Bureau

La FENVAC est gérée par un Bureau composé au maximum de sept (7) membres élus, à bulletins secrets, par le Conseil d'Administration, parmi ses membres.

Article 42 : De l'éligibilité des membres du Bureau

La condition d'éligibilité pour être membre du Bureau de la FENVAC est d'être membre du Conseil d'Administration de la FENVAC.

Les membres du Bureau sortants sont rééligibles.

Article 43 : Des fonctions des membres du Bureau

Le Bureau de l'association élit en son sein :

- un Président ;
- un vice-Président chargé des relations extérieures ;
- un vice-Président chargé des Finances - Trésorier de la FENVAC ;
- un vice-Président chargé de l'Administration - Secrétaire de la FENVAC ;
- un vice-Président chargé des Délégués Territoriaux
- un vice-Président chargé de la communication de la FENVAC
- un vice-Président chargé des ressources humaines ;

Au sein du Bureau, les membres débattent et décident collectivement de leurs activités. Néanmoins des missions ponctuelles peuvent leur être attribuées par le Président qu'ils assument en étroite collaboration avec lui et le personnel permanent de la FENVAC.

Article 44 : De la durée du mandat de membre du Bureau

La durée du mandat de membre du Bureau de la FENVAC est de trois (3) ans.

Article 45 : Des réunions du Bureau

Le Bureau se réunit au moins six (6) fois par an.

Le Président de la FENVAC peut réunir le Bureau à chaque fois qu'il le juge utile ou sur la demande écrite d'au moins un quart des membres du Bureau.

Article 46 : Des convocations et de l'ordre du jour du Bureau

Le Président de la FENVAC convoque le Bureau.

Article 47 : De la présidence des séances du Bureau

Les réunions du Bureau sont présidées par le Président de la FENVAC.

En cas d'absence du Président, le Bureau est présidé par un vice-Président ou, à défaut, par un membre du Bureau de l'association.

PROJET DE STATUTS 2024

Article 48 : Des pouvoirs lors des séances du Bureau

Un membre du Bureau ne pouvant assister à une réunion du Bureau peut se faire représenter par un membre du Bureau de son choix. Il en informe le Président de la FENVAC et lui transmet, au plus tard à l'ouverture de la séance du Bureau concerné, un document écrit revêtu de sa signature et portant la mention de la désignation de son mandataire.

Chaque membre du Bureau ne peut détenir qu'un seul pouvoir.

Article 49 : Du quorum lors des séances du Bureau

Le Bureau ne peut délibérer que si au moins trois (3) de ses membres sont présents ou représentés.

Article 50 : Des votes au sein du Bureau

La règle générale de prise des décisions au sein du Bureau est le consensus, sans vote formel, que le Président de la FENVAC doit rechercher au maximum.

Cependant, en cas de besoin, lors des séances du Bureau, les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. En cas de partage des voix, celle du Président de la séance est prépondérante.

Un vote à bulletin secret est organisé si un membre du Bureau au moins en fait la demande.

Article 51 : Des observateurs lors des séances du Bureau

Le bureau de la FENVAC peut décider d'inviter, à titre d'observateur, toute personne qualifiée relativement à l'ordre du jour des séances. Ces observateurs n'ont pas de droit de vote et n'assistent pas à l'intégralité de la séance.

Les personnels permanents de la FENVAC peuvent être conviés à assister, en tant que de besoin, à tout ou partie des séances du Bureau. Ils n'ont pas de droit de vote.

Article 52 : Des relevés de décisions des séances du Bureau

Il est tenu un relevé écrit des décisions prises lors des séances du Bureau.

Les relevés de décisions sont établis par le Secrétaire de la FENVAC qui les signe ; ils sont contresignés par le Président de la FENVAC. Ils sont conservés au siège de la FENVAC.

Article 53 : De la vacance d'un membre du Bureau

La vacance d'un membre du Bureau est constatée par le Président de la FENVAC qui en informe le Conseil d'Administration, notamment après trois (3) absences des séances du Bureau n'ayant fait l'objet d'aucun pouvoir délivré ou d'aucune excuse préalable présentée.

En cas de vacance d'un membre du Bureau, le Conseil d'Administration pourvoit au remplacement du membre concerné, sur proposition du Président. Les pouvoirs d'un membre ainsi désigné prennent fin à l'époque où devait normalement expirer le mandat du membre remplacé.

Article 54 : De la rémunération des membres du Bureau

Les membres du Bureau ne peuvent recevoir aucune rémunération à raison des fonctions qui leur sont confiées.

Article 55 : De l'indemnisation des membres du Bureau

Les membres du Bureau peuvent être indemnisés de leurs frais de transports, voire d'hébergement et leur paiement est conditionné à la production de justificatifs écrits dûment vérifiés dans le respect des règles définies par le CA.

TITRE VI - DU PRESIDENT DE L'ASSOCIATION

Article 56 : Des missions du Président de la FENVAC

Le Président de la FENVAC :

- représente la FENVAC dans tous les actes de la vie civile ;
- conclut tout accord et contrat engageant la FENVAC ;

PROJET DE STATUTS 2024

- a qualité pour présenter, au nom de la FENVAC, toute réclamation auprès de toute administration et institution, notamment en matière fiscale et pour ouvrir tout compte bancaire ;
- agit en justice au nom de la FENVAC, tant en demande qu'en défense ;
- mandate le trésorier ou toute autre personne désignée par lui pour agir vis-à-vis de tout organisme bancaire ou postal, de signer tous moyens de paiements (chèques, virements,...).

Article 57 : De la durée du mandat de Président

Le Président sortant est rééligible dans la limite de deux (2) renouvellements successifs.

Article 58 : Des délégations données par le Président

Le Président de la FENVAC peut accorder des délégations de ses fonctions à un membre du Bureau de la FENVAC. Le Président doit informer, les membres du Conseil d'Administration et le délégataire concerné pour chaque délégation de fonctions accordée et/ou retirée.

Article 59 : Du remplacement du Président

En cas d'empêchement du Président de la FENVAC, le Conseil d'Administration est convoqué par un membre du Bureau, dans l'ordre de préséance, pour procéder au remplacement du Président empêché.

Dans un premier temps, le Conseil d'Administration constate que le Président est empêché. Ensuite, il valide le remplacement du Président par un membre du Bureau volontaire.

Le nouveau Président, ainsi désigné, assume dès lors l'intégralité des missions et fonctions du Président de la FENVAC pendant la durée de mandat qui restait à courir pour son prédécesseur.

TITRE VII - DU CONSEIL SCIENTIFIQUE DE L'ASSOCIATION

Article 60 : De la composition du Conseil Scientifique

La FENVAC peut constituer un conseil scientifique qui regrouperait des personnalités qualifiées dans les domaines intéressant les buts et objectifs de la FENVAC.

Les membres seraient nommés par décision du Conseil d'Administration, sur proposition du Bureau.

Le Conseil Scientifique serait présidé par un membre du Bureau de la FENVAC qui en assurerait le fonctionnement et l'animation.

Son rôle serait consultatif et viserait à éclairer par son expertise les instances de la FENVAC concernant les enjeux liés aux accidents et les orientations de la FENVAC.

TITRE VIII - DES RELATIONS ENTRE LA FEDERATION ET SES ASSOCIATIONS MEMBRES

Article 61 : Des principes relationnels

Les liens entre la FENVAC et ses associations membres sont fondées sur une information transparente et réciproque. Les associations membres de la FENVAC inscrivent dans leurs statuts que la FENVAC est membre de droit de leur association et convoquée à toutes les assemblées générales.

Les relations entre la FENVAC et ses associations membres sont détaillées dans une « *Charte des associations membres de la FENVAC* » adoptée par le Conseil d'Administration.

Article 62 : De la concertation entre la FENVAC et ses associations membres

Afin de permettre une concertation pouvant mener à une action commune, la FENVAC n'entreprend pas d'action, concernant une affaire, sans échanges préalables avec l'association des victimes concernée. Inversement, les associations membres n'engagent pas d'action sans avertir préalablement la FENVAC. Après concertation, l'association des victimes concernée reste maîtresse de ses décisions.

En toutes circonstances et dans la mesure du possible, les actions communes sont recherchées.

PROJET DE STATUTS 2024

Article 63 : Des demandes de soutien d'adhérents des associations membres

En cas de demande de soutien adressée à la FENVAC par une victime ou une famille de victime adhérente d'une de ses associations membres de la FENVAC, cette demande ne pourra être satisfaite qu'avec l'accord de l'association membre concernée.

Article 64 : De l'information entre l'association et ses associations membres

Toute l'information liée aux causes d'une catastrophe, à ses conséquences, à la vie de l'association membre, à celle de ses membres, à l'affaire judiciaire, est communiquée à la FENVAC par l'association membre concernée.

De la même façon, la FENVAC adresse toute information en sa possession intéressant les activités de ses associations membres.

Article 65 : De la coopération en matière judiciaire

La FENVAC est présente aux côtés de ses associations membres, ou des victimes seules, s'il n'y a pas d'association, et de leurs défenseurs, au cours de l'instruction judiciaire et du procès pénal. Les associations membres veillent à associer la FENVAC à leur réflexion et à leurs prises de décisions, en particulier sur le dossier d'instruction.

Lors d'une instruction judiciaire et/ou d'un procès, la FENVAC et ses associations membres s'assurent des meilleures conditions pour déterminer des positions communes et/ou complémentaires notamment par des rencontres régulières et une information réciproque.

Article 66 : De la lisibilité de l'association dans les actions de ses associations membres

D'une affaire à l'autre, la FENVAC incarne aux yeux du public la permanence du combat des victimes de catastrophe à la fois pour la vérité, la justice et la sécurité collective. Dans ce but et à toute occasion, et particulièrement lorsqu'ils sont interrogés par la presse, les responsables des associations membres veillent à citer leur adhésion à la FENVAC comme la participation à une grande cause.

A toute occasion, et en particulier à l'ouverture du procès pénal, les responsables des associations membres, après s'être exprimés, s'efforcent de présenter le représentant de la FENVAC aux journalistes.

Les Associations sont invitées à faire figurer sur leurs documents la mention : « Association membre de la FENVAC , Fédération Nationale des Victimes d'attentats et d'Accidents Collectifs. »

Article 67 : De l'aide à la création des associations

Lors de la survenue d'une catastrophe, la FENVAC soutient les volontés des victimes de se regrouper pour défendre leurs droits et leurs intérêts.

La FENVAC développe ainsi un soutien personnalisé pour la création de l'association ad hoc et accompagne les responsables, notamment le (ou la) président(e), dans leurs premières démarches, actions et initiatives.

La FENVAC peut ainsi accepter qu'une association membre domicilie son siège social à l'adresse de la FENVAC ; cependant, dans ce cas, son adresse postale ou de correspondance doit être différente.

TITRE IX - DE L'ORGANISATION TERRITORIALE DE L'ASSOCIATION

Article 68 : Des Délégués Territoriaux

La FENVAC dispose d'un réseau de Délégués Territoriaux qui couvre le territoire national.

Les Délégués Territoriaux de la FENVAC sont désignés par le Bureau au niveau de chaque Région et, éventuellement, de chaque Département.

Article 69 : Des missions des Délégués Territoriaux

Les droits et devoirs des Délégués Territoriaux de la FENVAC sont détaillés dans une « Charte des Délégués Territoriaux de la FENVAC » signée individuellement par chacun et votée par le Conseil d'Administration.

Le Délégué Territorial représente la FENVAC dans son département ou sa région pour l'ensemble des missions que la fédération est amenée à mettre en œuvre.

A ce titre, le Délégué Territorial :

- demeure en relation permanente avec la FENVAC, notamment en cas d'événement intervenant dans sa région ou son département nécessitant l'intervention de la fédération ;

PROJET DE STATUTS 2024

- assure une veille de la presse locale pour toutes les affaires intéressant la FENVAC et ses associations membres et transmet, au minimum chaque mois, les informations recueillies au siège de la FENVAC ;
- participe à la cellule d'accueil et d'information des familles des victimes dans les heures qui suivent un événement intervenant dans sa région ou son département nécessitant l'intervention de la fédération ;
- participe à la réunion des familles organisée dans le mois qui suit un événement intervenant dans sa région ou son département nécessitant l'intervention de la fédération ;
- participe au CLAV
- participe aux réunions d' "accord-cadre d'indemnisation" du "Comité de suivi des victimes" dans les mois qui suivent un événement intervenant dans sa région ou son département nécessitant l'intervention de la fédération ;
- se rend aux réunions de victimes, ainsi qu'aux manifestations auxquelles la FENVAC est conviée ou qu'elle peut organiser dans sa région ou son département ;
- peut représenter la FENVAC lors de réunions ou manifestations ;
- est invité aux assemblées générales de la FENVAC.

L'animation du réseau des Délégués Territoriaux de la FENVAC est confiée à un membre du Bureau.
Les Délégués Territoriaux travaillent en étroite collaboration avec les personnels permanents de la FENVAC.

TITRE X - DES RESSOURCES DE L'ASSOCIATION

Article 70 : Des recettes ordinaires de l'association

Les recettes ordinaires de la FENVAC se composent :

- des cotisations de ses membres actifs ;
- des contributions de ses membres sympathisants, donateurs et/ou partenaires ;
- des subventions de l'Etat, des collectivités territoriales et/ou de leurs établissements publics ;
- des partenariats conclus avec des institutions publiques et/ou privées ;
- d'actions de mécénat engagées par des entreprises privées ;
- de ressources perçues en contrepartie de prestations fournies par la FENVAC ;
- de toute autre ressource autorisée par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Article 71 : Des recettes exceptionnelles de l'association

La FENVAC peut recevoir tout don ou leg sous condition de l'obtention des autorisations administratives.

La FENVAC peut percevoir des ressources créées à titre exceptionnel (parutions, conférences, rétributions pour services rendus, etc..) dans le cadre de ses activités.

Article 72 : De la comptabilité de l'association

Il est tenu une comptabilité qui doit faire apparaître un compte de résultats et un bilan.

TITRE XI - DE LA MODIFICATION DES PRESENTS STATUTS

Article 73 : De la modification des statuts et de l'Assemblée Générale Extraordinaire

Les statuts de l'association ne peuvent être modifiés que par une Assemblée Générale réunie en session extraordinaire sur ce seul sujet mis à l'ordre du jour.

A l'exception des dispositions qui suivent, les Assemblées Générales Extraordinaires répondent aux mêmes exigences statutaires que les Assemblées Générales ordinaires de l'association.

Article 74 : De la convocation de l'Assemblée Générale Extraordinaire

L'Assemblée Générale Extraordinaire est convoquée par le Président de la FENVAC, par écrit, au moins deux (2) semaines avant la date fixée :

- à sa demande ;
- à la demande de la moitié des membres du Conseil d'Administration ;
- à la demande du quart des membres actifs de l'association.

PROJET DE STATUTS 2024

Il ne peut être convoqué deux (2) Assemblées Générales Extraordinaires portant sur des modifications statutaires à moins de douze (12) mois d'intervalle.

Article 75 : De l'ordre du jour de l'Assemblée Générale Extraordinaire

L'ordre du jour aborde les propositions de modifications statutaires dans l'ordre des articles des présents statuts. Lesdites propositions de modifications statutaires sont adressées, aux membres de l'association.

Article 76 : Du quorum de l'Assemblée Générale Extraordinaire

Pour être valable, une Assemblée Générale Extraordinaire doit réunir un quart (25%) au moins des membres actifs présents ou représentés à jour de leurs cotisations.

Si cette condition n'est pas remplie, l'Assemblée Générale Extraordinaire est convoquée de nouveau, mais après deux semaines (14 jours au moins et cette fois, l'Assemblée Générale Extraordinaire peut alors valablement délibérer quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

Article 77 : Des votes lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire

Pour être valide, un vote portant modification des présents statuts doit être acquis à la majorité des deux tiers (2/3) des membres actifs présents ou représentés.

TITRE XII - DE LA DISSOLUTION DE L'ASSOCIATION

Article 78 : De la dissolution de l'association

L'Assemblée Générale appelée à se prononcer sur la dissolution de la FENVAC est convoquée spécialement à cet effet dans les conditions prévues au titre précédent pour les Assemblées Générales Extraordinaires.

L'ordre du jour de cette Assemblée Générale Extraordinaire ne peut aborder aucun point n'ayant trait à la dissolution de l'association.

La dissolution de la FENVAC ne peut être votée qu'à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés. En cas de dissolution, l'Assemblée Générale Extraordinaire désigne un ou plusieurs commissaires chargés de la liquidation des biens de la FENVAC. Elle attribue l'actif net à un ou plusieurs établissements analogues, publics, reconnus d'utilité publique, ou à des établissements visés à l'article 6, alinéa 2, de la loi du 1er juillet 1901.

TITRE XIII – DES DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET D'APPLICATION

Article 79 : De l'application des présents statuts

Les présents statuts sont applicables dès leur approbation par l'Assemblée Générale Extraordinaire qui les a adoptés.
